

l'expiration de la période de dépôt mentionnée à l'[article R. 2122-34](#). Les candidatures sont également publiées sur le site internet du ministère chargé du travail.

R. 2122-39

Décret n°2020-927 du 29 juillet 2020 - art. 3

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La contestation des décisions relatives à la validation d'une ou plusieurs candidatures est formée par requête, à peine d'irrecevabilité, dans un délai de quinze jours à compter de la publication mentionnée à l'article R. 2122-38, devant le tribunal judiciaire dans le ressort duquel l'autorité administrative mentionnée à l'article R. 2122-37 a son siège. Elle peut être formée par tout électeur ou tout mandataire d'une organisation candidate dans les conditions prévues aux articles 54 et 57 du code de procédure civile. Le tribunal judiciaire de Paris est compétent pour statuer sur les recours formés contre les décisions du directeur général du travail.

R. 2122-40

Décret n°2019-966 du 18 septembre 2019 - art. 8

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le tribunal judiciaire statue sans frais ni forme de procédure dans les dix jours à compter de la date de saisine. La décision est notifiée aux parties au plus tard dans les trois jours par le greffe qui en adresse une copie dans le même délai au directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi concerné ou, le cas échéant, au ministre chargé du travail.

R. 2122-41

Décret n°2020-713 du 11 juin 2020 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La décision du tribunal judiciaire peut faire l'objet d'un pourvoi en cassation dans un délai de dix jours suivant sa notification. Lorsqu'elle casse une décision du tribunal judiciaire rendue en application de l'article [R. 2122-39](#), la Cour de cassation peut statuer au fond dans les conditions mentionnées à l'[article L. 411-3 du code de l'organisation judiciaire](#). Le pourvoi est jugé dans les conditions prévues aux [articles 999 à 1009 du code de procédure civile](#). Les parties sont dispensées du ministère d'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation.

R. 2122-42

Décret n°2011-771 du 28 juin 2011 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les délais fixés par les [articles R. 2122-39 à R. 2122-41](#) sont calculés et prorogés conformément aux dispositions des [articles 640, 641 et 642](#) du code de procédure civile.

Sous-section 5 : Scrutin

Paragraphe 1er : Commission des opérations de vote

Sous-paragraphe 1er : Commission nationale des opérations de votes

R. 2122-43

Décret n°2016-548 du 4 mai 2016 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Une commission nationale des opérations de vote est créée auprès du ministre chargé du travail.

R. 2122-44

Décret n°2020-927 du 29 juillet 2020 - art. 3

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La Commission nationale des opérations de vote est chargée :

1° De donner un avis sur la conformité des documents de propagande électorale des organisations syndicales dont la candidature est publiée en application des dispositions de l'article [R. 2122-38](#) sur le site internet du ministère du travail aux conditions de présentation prévues au dernier alinéa de l'article [R. 2122-52](#), lorsque ces documents de propagande sont communs à plus d'une région ;